

## L'ouvrage de référence en matière de gestion financière

La gestion financière des collectivités s'est profondément transformée ces dernières années. De nouvelles méthodes de management local se sont développées ; elles se sont accompagnées d'une montée des risques, entre la collectivité et ses différents partenaires.

Sont développés dans cet ouvrage les différents aspects méthodologiques et pratiques de la gestion financière territoriale :

- analyse financière et fiscale rétrospective et prospective,
- choix des investissements publics,
- communication financière,
- enjeux financiers et fiscaux de l'intercommunalité
- péréquation communale, départementale et régionale
- analyse et contrôle des gestions externes (SEM, SPL, associations, offices de l'habitat, SDIS etc.) et consolidation des comptes et des risques
- évaluation des délégations de service public et des PPP
- gestion de dette et de trésorerie
- organisation budgétaire (engagements, AP-CP, règlement financier...) etc.

Cette 8<sup>e</sup> édition a été entièrement réécrite en septembre 2018 pour prendre en compte l'actualité financière et fiscale la plus récente. Elle est enrichie de nouveaux développements sur la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 et la contractualisation État-collectivités.

**Cet ouvrage contient 220 graphiques, tableaux et diagrammes en QUADRICROMIE**



**Nouvelle édition**  
Parution novembre 2018

**Michel Klopfer , Céline Bacharan, Christian Escallier, Vivien Groud et Grégoire Vincenot**

8<sup>e</sup> édition - Novembre 2018  
550 pages - 21 x 27 cm  
**80 € - Réf. 113315**

**Pour commander cet ouvrage, renvoyez-nous ce bon de commande et votre règlement à :**

Éditions du Moniteur – Infopro Digital – Antony Parc 2 - 10 place du Général de Gaulle - BP 20156 - 92186 Antony Cedex  
ou commandez directement sur [lemoniteurboutique.com](http://lemoniteurboutique.com)

**Je commande :**

..... exemplaire(s) de l'ouvrage *Gestion financière des collectivités territoriales* (réf. 113315), au prix unitaire de 80 € TTC.

Montant total de ma commande : .....€ TTC + 1 € de frais de port\* = .....€ TTC

**Veillez trouver ci-joint mon règlement de ..... € TTC**

Chèque à l'ordre des Éditions du Moniteur

Mandat administratif à réception de facture (réservé aux administrations)

Paiement sécurisé par carte bancaire :  
commandez directement sur notre site  
[lemoniteurboutique.com](http://lemoniteurboutique.com)

J'ai bien pris connaissance des conditions générales de vente et de règlements et déclare les accepter sans réserve

Signature et cachet obligatoires

<input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.
Nom / Prénom.....
Service .....
Entreprise / organisme .....
Adresse.....
.....
Code Postal  _ _ _ _
Ville .....
Tél. .... Fax .....
E-mail .....
Code NAF  _ _ _ _
Siret  _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
<b>U300W</b>

\*Tarif réservé seulement à la France métropolitaine  
• Nos tarifs s'entendent toutes taxes comprises, selon les taux en vigueur à la date du passage de votre commande. Tarifs valables jusqu'au 31/03/2019.  
• Une facture « acquittée » vous sera systématiquement adressée avec votre commande.  
• Les informations à caractère personnel recueillies ci-dessus font l'objet d'un traitement par la société GROUPE MONITEUR afin de traiter et d'exécuter votre commande. Elles sont conservées dans un fichier informatique que GROUPE MONITEUR ou toute société du groupe Infopro Digital, dont GROUPE MONITEUR fait partie, pourra utiliser afin de vous envoyer des propositions utiles à votre activité professionnelle. Toute demande liée à l'exercice de vos droits d'accès, d'opposition, de suppression, de retrait du consentement doit être envoyée à l'adresse suivante : [rgpd.editions@infopro-digital.com](mailto:rgpd.editions@infopro-digital.com). La Charte Données personnelles du groupe Infopro Digital est disponible sur le site [www.infopro-digital.com](http://www.infopro-digital.com) via le lien RGPD / GDPR.  
Acceptez-vous de recevoir des propositions utiles à votre activité professionnelle de la part de tiers ?  oui  non

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

## GLOSSAIRE

## PARTIE I PRINCIPES DE BASE

**1 Objectifs de la fonction financière en collectivité**

- 1.1 Maîtriser les flux et les ressources
- 1.2 Optimiser le résultat financier
- 1.3 Instruire les dossiers en amont des décisions
- 2 Environnement financier des collectivités locales**
- 2.1 Évolution du système financier français
- 2.2 Relations entre les banques et les collectivités
- 3 Éléments de mathématiques actuarielles**
- 3.1 Principes d'analyse
- 3.2 Théorie du calcul actuariel
- 3.3 Cas d'application du calcul actuariel
- 3.4 Calcul d'échéances d'amortissement
- 3.5 Obligation réglementaire : TEG et taux de l'usure
- 3.6 Calcul financier et négociation commerciale
- 3.7 Exemple de calcul d'un taux actuariel sur tableur
- 4 Contraintes de la gestion financière**
- 4.1 Différence de finalité
- 4.2 Prise en compte du risque sur les fonds publics
- 4.3 Contraintes budgétaires
- 4.4 Contraintes du lieu de décision

## PARTIE II ANALYSE FINANCIÈRE ET FISCALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

**5 Objectifs et méthodes de l'analyse financière**

- 5.1 Une technique spécifique et récente
- 5.2 Destinataires de l'analyse
- 5.3 Cahier des charges de l'analyse
- 5.4 Matériaux de base de l'analyse
- 5.5 Retraitement comptables
- 6 Choix des indicateurs d'analyse**
- 6.1 Indicateurs traditionnels et leurs limites
- 6.2 Capacité de désendettement
- 6.3 Effort fiscal
- 6.4 Taux d'épargne brute
- 6.5 Autres indicateurs
- 7 Signes avant-coureurs de dégradation**
- 7.1 Croissance relative des postes
- 7.2 Mode de financement des équipements
- 7.3 Analyse des reports
- 7.4 Autorisations de programme et autorisations d'engagement
- 7.5 Analyse du compte de gestion
- 7.6 Le dispositif d'alerte des ministères
- 8 Analyse et prospective fiscales**
- 8.1 Marges de manœuvre fiscales
- 8.2 Amélioration du rendement de la fiscalité directe locale
- 8.3 Prospective fiscale
- 9 Analyse et choix des investissements**
- 9.1 Enjeu du choix des investissements
- 9.2 Dossier fonctionnel d'investissement
- 9.3 Chiffrage de l'investissement
- 9.4 Analyse des investissements productifs
- 9.5 Analyse des investissements non productifs
- 9.6 Analyse de sensibilité
- 10 Gestion du patrimoine territorial**
- 10.1 Présentation du patrimoine
- 10.2 Analyse du patrimoine en gestion publique
- 10.3 Marges de manœuvre sur le patrimoine
- 11 Prospective et stratégie financières**
- 11.1 Objectifs de la prospective
- 11.2 Méthode de construction d'une prospective
- 11.3 Contenu de la prospective
- 11.4 Stratégies de pilotage de la solvabilité
- 11.5 Loi de programmation 2018-2022 et contractualisation Etat-Collectivités
- 12 Communication financière**
- 12.1 Attentes des tiers en matière de communication
- 12.2 Émergence de la communication financière
- 12.3 Préalables à la communication financière
- 12.4 Cibles et messages
- 12.5 Rapport annuel

## PARTIE III ENJEUX FINANCIERS ET FISCAUX DE L'INTERCOMMUNALITÉ ET DE LA RÉFORME TERRITORIALE

**13 Incidences fiscales des choix intercommunaux et autres regroupements**

- 13.1 Techniques de fiscalité additionnelle
- 13.2 Fiscalité professionnelle unique (FPU)
- 13.3 Impacts fiscaux de la commune nouvelle
- 14 Transferts de compétences : impacts budgétaires et patrimoniaux**
- 14.1 Incidences en cas de fiscalité additionnelle
- 14.2 Incidences de la FPU
- 14.3 Problématique de partages patrimoniaux
- 14.4 Transposition à d'autres configurations des problématiques de transfert
- 15 Financement de la filière « déchets »**
- 15.1 Règles juridiques en matière de financement des ordures ménagères
- 15.2 Incidences sur les contribuables ou redevables
- 15.3 Incidences en matière de DGF intercommunale
- 15.4 Éléments de stratégie intercommunale de gestion des OM
- 16 Stratégie financière de la ressource et de la charge de bloc communal**
- 16.1 Paramètres de la DGF d'intercommunalité
- 16.2 Spécificités de l'analyse financière des communautés à l'APU
- 16.3 Pactes communautaires, mutualisation et stratégies de décision
- 16.4 Le cadre des interactions financières de la Métropole du Grand Paris
- 16.5 Les incitations financières à la création de communes nouvelles

## PARTIE IV PÉRÉQUATION

**17 Outils de mesure des inégalités territoriales**

- 17.1 La richesse du territoire
- 17.2 Les indicateurs de charge
- 17.3 L'utilisation des critères dans la répartition des dotations/prélèvements
- 18 La péréquation verticale**
- 18.1 Péréquation verticale positive
- 18.2 Péréquation verticale négative
- 19 La péréquation horizontale**
- 19.1 Péréquation inter bloc communal
- 19.2 Péréquation interdépartementale
- 19.3 Péréquation interrégionale

## PARTIE V GESTIONS EXTERNES

**20 Présentation des gestions externes**

- 20.1 Exercice du service par la collectivité

- 20.2 Établissements publics spécialisés
- 20.3 Groupements intercommunaux
- 20.4 Organismes de statut privé
- 20.5 Modes de gestion déléguée
- 21 Garanties d'emprunt**
- 21.1 Cadre juridique des garanties d'emprunt
- 21.2 Gestion des garanties d'emprunt
- 22 Analyse financière des entreprises et application aux SEM et aux SPL**
- 22.1 Signification du bilan et du compte de résultat
- 22.2 De la comptabilité privée à l'analyse financière
- 22.3 Conduite de l'analyse financière
- 22.4 Typologie des SEM et des SPL parmi les entreprises
- 22.5 Risques financiers des SEM et SPL
- 22.6 Analyse financière appliquée aux SEM et SPL
- 23 Analyse et contrôle des associations**
- 23.1 Relations avec le monde associatif
- 23.2 Dossier d'analyse de l'association
- 23.3 Étude du statut fiscal de l'association
- 23.4 Analyse financière appliquée aux associations
- 23.5 Convention type
- 23.6 Procédures de suivi
- 24 Analyse financière des organismes de l'habitat**
- 24.1 Spécificités financières des organismes HLM
- 24.2 Structure financière des organismes de l'habitat
- 24.3 Indicateurs du compte de résultat
- 24.4 Capacité de désendettement
- 25 Enjeux de gestion financière des services départementaux d'incendie et de secours**
- 25.1 Cadre financier et décisionnel des SDIS
- 25.2 Particularités de l'analyse financière des SDIS
- 25.3 Marges de manœuvre financières et budgétaires
- 25.4 Convention de partenariat
- 26 Évaluation financière d'une délégation de service public**
- 26.1 Insuffisance du raisonnement financier en DSP
- 26.2 Cadre financier d'une délégation
- 26.3 Incidences fiscales de la délégation
- 26.4 Cahier des charges financier
- 26.5 Déroulement de la négociation
- 26.6 Problématique du contrôle de DSP
- 27 Consolidation des comptes et consolidation des risques**
- 27.1 Consolidation légale
- 27.2 Consolidation des comptes
- 27.3 Consolidation des risques

## PARTIE VI GESTION DE LA DETTE

**28 Cadre juridique de l'emprunt**

- 28.1 Textes de référence
- 28.2 Contrôle de légalité des décisions d'emprunt
- 28.3 Dette au regard du Code des marchés publics
- 28.4 Droit des prêts entre collectivités locales
- 28.5 Autres dispositions juridiques
- 29 Taux d'intérêt et mode d'amortissement**
- 29.1 Taux d'intérêt du marché
- 29.2 Taux fixe et taux indexé
- 29.3 Mode d'amortissement
- 30 Risque de taux et stratégie d'endettement**
- 30.1 Risque de taux d'intérêt
- 30.2 Prise en compte de la courbe des taux
- 30.3 Stratégie d'endettement
- 31 Gestion active de l'encours**
- 31.1 Remboursements anticipés et « renégociations »
- 31.2 Produits dérivés et instruments de couverture
- 31.3 Produits structurés et toxiques
- 32 Emprunts obligataires**
- 32.1 Cadre juridique
- 32.2 Opportunité d'une émission obligataire
- 32.3 Organisation d'une émission obligataire
- 32.4 Notation de l'émission
- 32.5 Compétitivité de l'émission obligataire
- 32.6 Incidences de gestion de dette et de trésorerie
- 32.7 Incidences budgétaires
- 33 Financement de projet**
- 33.1 Différentes formes de projet
- 33.2 Modes de financement
- 33.3 Stratégie globale de la gestion de projet

## PARTIE VII GESTION DE TRÉSORÉRIE

**34 Contexte réglementaire**

- 34.1 Règle du dépôt au Trésor
- 34.2 Gratuité des dépôts
- 34.3 Règles dérogatoires
- 34.4 Avances du Trésor
- 34.5 Relations Etat-collectivités sur la trésorerie
- 35 Planification de la trésorerie**
- 35.1 Du fonds de roulement à la trésorerie
- 35.2 Procédures de saisie
- 35.3 Construction du plan de trésorerie
- 36 Lignes et billets de trésorerie**
- 36.1 Objectifs
- 36.2 Réglementation des lignes de trésorerie
- 36.3 Coût des lignes de trésorerie
- 36.4 Pratique des lignes de trésorerie
- 36.5 Billets de trésorerie
- 37 Trésorerie zéro**
- 37.1 Chiffrage de l'objectif
- 37.2 Fonctionnement de la trésorerie zéro
- 37.3 Aspects budgétaires de la trésorerie zéro

## PARTIE VIII ORGANISATION BUDGÉTAIRE

**38 Gestion des engagements**

- 38.1 Contexte réglementaire
- 38.2 Objectifs internes de la gestion des engagements
- 38.3 Organisation d'une comptabilité des engagements
- 39 Gestion en autorisations de programme et d'engagements et en crédits de paiement (AP-CP et AE-CP)**
- 39.1 Présentation de la démarche pluriannuelle
- 39.2 Objectifs de la gestion pluriannuelle
- 39.3 Risques propres aux AP et AE
- 39.4 Sécurisation des lignes pluriannuelles
- 39.5 Cycle de vie des opérations
- 40 Règlement financier**
- 40.1 Objectifs du règlement financier
- 40.2 Qualités du règlement financier